

Cinquième Forum des Parlementaires

Législateurs nationaux et droit international dans la lutte pour la responsabilisation

27 novembre 2013; 15h à 18h

Théâtre la Huaca, Centre des congrès Atlapa

Ville de Panama, République du Panama

L'Organisation Mondiale des Parlementaires Contre la Corruption, en partenariat avec l'Institut de la banque mondiale (WBI) et Transparence Internationale, anime le **Cinquième Forum des Parlementaires**, en parallèle avec la Cinquième Conférence des états parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC).

Agenda	
Heure	Description
15h à 16h30	<p>Réunion d'experts 1 : Amélioration de la responsabilisation démocratique à l'échelle mondiale</p> <p>Le premier groupe d'experts se penchera sur la question de la surveillance du Congrès et présentera les constatations clés du Groupe d'étude sur la surveillance et la reddition des comptes dans les systèmes présidentiels et semi-présidentiels, animé par GOPAC en partenariat avec la Banque mondiale et le Bureau de promotion de la démocratie parlementaire du Parlement européen. Les participants auront l'occasion de discuter des défis à relever pour améliorer la responsabilisation, des problèmes de structure des comités qui traitent du budget et de la façon dont les législateurs de différents régimes abordent les difficultés liées aux puissants organes exécutifs.</p> <p>Panélistes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Honorable Kamarudin Jaffar, <i>président du Groupe de travail mondial à la CNUCC, GOPAC</i> • Ricardo Garcia Cervantes, <i>président de GOPAC</i> • M. Riccardo Pelizzo, <i>Conseiller en chef en Affaires législatives, Institut de la banque mondiale (WBI)</i> <p>Moderatrice: <i>Mme. Mary King, membre et secrétaire du Conseil d'administration, GOPAC</i></p>
16h30 à 18h	<p>Réunion d'experts 2 : Solutions d'avenir dans la poursuite de la corruption à haut niveau</p> <p>Le second groupe d'experts discutera de la question à savoir si les actes de corruption les plus sérieux doivent être considérés comme des crimes en vertu du droit international. La corruption tue plus de personnes que la guerre et la famine combinées; or, les pires auteurs d'actes de corruption peuvent trop souvent utiliser leur richesse illicite et leur pouvoir pour échapper au système judiciaire de leur pays. La communauté internationale peut-elle utiliser les organismes internationaux existants pour poursuivre les auteurs de corruption à haut niveau ? Doit-elle créer de nouveaux instruments juridiques internationaux pour mettre fin à l'impunité des plus grands criminels de la planète ? Le groupe d'experts présentera une analyse des occasions et des défis basée sur des faits.</p> <p>Orateur du discours-programme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Luis Moreno Ocampo, <i>ancien procureur en chef de la Cour pénale internationale</i> <p>Panélistes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • M. Jose Carlos Ugaz, <i>Membre du Conseil, Transparence Internationale</i> • M. Jaganathan Saravanasamy, <i>directeur adjoint de la sous-direction de lutte contre la corruption, INTERPOL</i> • M. Akaash Maharaj, <i>directeur des opérations, GOPAC</i> <p>Moderateur: <i>M. Martin Kreutner, doyen et secrétaire exécutif, International Anti-Corruption Academy</i></p>



GLOBAL ORGANIZATION OF PARLIAMENTARIANS AGAINST CORRUPTION
ORGANISATION MONDIALE DES PARLEMENTAIRES CONTRE LA CORRUPTION
ORGANIZACION MUNDIAL DE PARLAMENTARIOS CONTRA LA CORRUPCION
المستظمة العالمية للبرلمانيين ضد الفساد

www.gopacnetwork.org

